

# TRIBUNE Socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

## Un pilori pour les ennemis de la Paix

**L**ES manœuvres et tergiversations gaullienne ont fait reculer de nouveau l'heure de la paix. De nouveau, c'est la même erreur qu'à Melun : s'imaginer que les Algériens acceptent n'importe quoi, acceptent que l'on minimise la portée des négociations, que l'on place le G.P.R.A. sur un plan d'égalité avec le M.N.A. de Messali Hadj. Comme l'a dit avec force Pierre Mendès France au cours de sa conférence de presse, le gouvernement français peut consulter qui il veut et s'entourer de tous les avis, mais il n'y a qu'une négociation véritable, pouvant aboutir à un accord et à une signature valable : celle avec le G.P.R.A.

Mais nous ne devons pas nous étonner de ces manœuvres ; seuls s'en attristeront ceux qui se sont une fois de plus fait « blouser » par le grand comédien de l'Elysée. Il n'est pas l'un des nôtres, et ne tient pas lui, par dessus tout à la fin de cette guerre abominable. La paix le libérera de certaines difficultés mais lui en créera d'autres, accroîtra son prestige mais donnera le sentiment aux Français que son rôle est terminé et qu'il a fait son temps. Et surtout il espère encore imposer une certaine paix, la paix du capitalisme et du néo-colonialisme, et n'a nullement renoncé à diviser les Algériens — fût-ce au prix de nouvelles combinaisons sordides qui coûteront encore beaucoup de sang et beaucoup de ruines.

N'oublions pas que les pas qu'il a faits en avant, il les a faits contraint et forcé : par la puissance militaire et politique du F.L.N., par l'intervention de l'opinion internationale — et aussi comme il l'a implicitement reconnu dans l'interview accordé au directeur de l'Echo d'Oran, par la pression de l'opinion française. Malheureusement, il a, depuis le mois de novembre, réussi à anesthésier en grande partie cette opinion française, en paraissant lui céder, alors qu'en réalité il louvoyait en cherchant à céder le moins possible. Et c'est ici que nous voyons quelles sont nos responsabilités et quels sont nos devoirs : si nous étions parvenus à maintenir vivace l'atmosphère du 27 octobre 1960, les manœuvres actuelles auraient été singulièrement plus difficiles.

Sans doute ne nous était-il pas possible d'aller absolument à contre-courant de l'euphorie générale ; De Gaulle était beaucoup mieux placé pour endormir les Français que nous pour les réveiller. Mais nous pouvons par contre profiter de leur déception actuelle pour ranimer les campagnes un moment assoupies. Ajoutons que tout n'a pas été négatif au cours de cette période : les détours successifs de De Gaulle pour éviter la négociation directe, franche et loyale (exécutif algérien... référendum sans négociation... appel à Bourguiba... manœuvre autour d'Evian), ont chaque fois échoué en tant qu'opération dilatoire et réussi au contraire à persuader davantage de Français de l'urgence de la négociation. Aujourd'hui, nous pouvons attaquer sur un front beaucoup plus large qu'hier.

**C'**EST donc le moment de reprendre la lutte avec plus d'ardeur que jamais. Mais il est un point qui émeut particulièrement l'opinion et que nous devons placer au centre de notre bataille. Les attentats fascistes au plastic, comme celui d'Evian et celui de la Bourse de Paris, démontrent une fois de plus que les hommes de la guerre n'ont pas renoncé à imposer leurs vues par les moyens les plus criminels et les plus imbéciles. Ils démontrent aussi combien la mansuétude des tribunaux à l'égard des fascistes civils et militaires, et combien la collusion du régime gaulliste avec ces mêmes fascistes rendent difficile et précaire toute véritable politique de paix.

Ces attentats sont comme un rappel continuels aux oreilles de De Gaulle et de son régime : « Qui vous a installés ? » La carence du tribunal dans l'affaire du Bazooka, les hautes protections dont a joui Kovacs au moment de sa « disparition », s'éclaircissent d'un jour sinistre quand on

considère que Kovacs ou d'autres du même groupe sont probablement parmi les organisateurs de l'assassinat du maire d'Evian. Et quel fasciste ne se sentirait sûr de l'impunité, après le honteux et pourtant si logique jugement des Barricades ? Dans ce régime, chacun « tient » l'autre, du plus petit au plus grand, les secrets abominables et les complicités scandaleuses sont autant d'encouragements à mal faire, autant d'obstacles aux décisions positives.

On ne s'en tirera que par un nettoyage général ! Loin de nous la pensée que la Vème République s'épure elle-même ; mais l'opinion peut immédiatement commencer à affaiblir politiquement les « fauteurs de guerre » et les « fauteurs de bombe » — c'est tout un — en exigeant cette épuration. Il faut commencer à mettre en accusation les ministres, hauts fonctionnaires et chefs militaires complices des fascistes et contre-terroristes de 1957 comme de 1960 et de 1961, les hommes politiques, officiers et policiers de tout grade qui ont approuvé ou organisé les tortures et les massacres, il faut faire ce que les tribunaux réguliers auraient déjà dû faire mais ne font pas, il faut préparer les dossiers des inculpations de demain et le Livre Noir de la Guerre d'Algérie. Et il faut le faire savoir.

Gilles Martinet remarquait justement il y a quelques années que si l'on avait exigé la mise en accusation des coupables de la guerre d'Indochine, on aurait fait beaucoup pour empêcher les folies coloniales et la dégradation de la démocratie, qui ont suivi. Aujourd'hui, il ne s'agit pas seulement de hâter la paix en empêchant les menées brutales ou cauteleuses de ceux qui n'en veulent pas. Il s'agit de les mettre hors d'état de nuire pour le jour où enfin, malgré eux, la paix sera rétablie.

- Le 50<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F.

Pages 4, 5 et 6

- L'actualité sociale

Pages 6 et 7

- Les élections belges

Page 2

- Le Laos

Page 8

par  
**Claude BOURDET**

# flashes-actualité

## FRANCE

● La politique sociale du gouvernement repose comme chacun sait sur l'intéressement des travailleurs aux bénéfices de l'entreprise. La lutte de classes étant terminée depuis longtemps, il s'agit de sanctionner cette fin en associant le capital et le travail. Mais il semble que les deux partenaires, après des années d'antagonisme, soient assez réticents devant le baiser Lamourette que leur propose M. Debré : depuis 2 ans, 59 contrats seulement ont été conclus, concernant 36.289 salariés. A ce rythme, la lutte des classes, si morte qu'elle soit, risque d'être longtemps encore un cadavre bien embarrassant...

● Le mandat des administrateurs de la Sécurité Sociale qui venait à expiration le 4 mai a été prolongé pour un an. Les élections qui devaient avoir lieu le 4 mai sont donc repoussées. Que cache ce retard? Certains milieux gouvernementaux ne dissimulent pas leur volonté de refaire à la Sécurité Sociale le coup de la Caisse des Ecoles, c'est-à-dire de remplacer les administrateurs élus par des administrateurs nommés par l'Etat. Or la gestion des Caisses par les représentants des travailleurs est une des plus importantes conquêtes ouvrières depuis la Libération : pour la première fois les travailleurs prenaient eux-mêmes en charge la gestion d'une fraction de leurs intérêts. C'est évidemment cet aspect démocratique qui est intolérable à notre gouvernement. Aux organisations syndicales de rester vigilantes et de barrer la route à toute tentative d'étatisation.

● Bilan de l'opération « Suivez le bœuf » : le bifteck vient de retrouver son prix du mois d'août 1960 (11,65 NF), celui-là même qui avait provoqué par son caractère excessif l'ouverture de la campagne de baisse. Par ailleurs les hausses pratiquées pendant l'opération « Suivez le bœuf » sur les viandes de seconde qualité s'élèvent à 17 % et ne sont évidemment pas annulées par le retour du bifteck à son cours initial. Ainsi la campagne de baisse n'aura fait baisser... que le pouvoir d'achat des travailleurs.

## ALGÉRIE

● Après avoir longuement opposé à la négociation avec le G.P.R.A. des arguments « démocratiques » tels que « le droit des minorités » ou « le droit du peuple algérien à désigner librement ses représentants », la classe dirigeante française en vient maintenant aux choses sérieuses. Ecartant ces fariboles, M. Georges Villiers, président du Patronat Français, a franchement mis en lumière la condition qu'il pose au rétablissement de la paix : « Il serait vain d'espérer la détente profonde ardemment souhaitée par une grande majorité de nos compatriotes si venaient à se détériorer gravement les conditions d'existence des Français d'Algérie, quelle que soit leur origine ethnique. Il est clair qu'un tel résultat ne saurait être atteint si la certitude n'était acquise que sera assurée, outre la sécurité des personnes et de leurs libres activités, la libre utilisation par leurs propriétaires des moyens de production qui équipent l'Algérie ». Français, vous croyiez vous battre pour le droit des gens, vous vous battiez en fait pour le droit des propriétaires... Ce que redoute M. Villiers, ce qui tempère l'ardeur pacifique des négociateurs gaullistes, ce n'est pas la perspective d'une Algérie indépendante, c'est celle d'une Algérie Socialiste : remercions M. Villiers de l'avoir avoué avec une aussi cynique franchise.

● Le colonel Thomazo a déclaré à Périgueux : « Nous préférons nous battre jusqu'à la mort plutôt que d'accepter le déshonneur qui nous menace ». Jusqu'à la mort de qui, M. Thomazo ? De Camille Blanc, le maire d'Évian ? C'est jusqu'à présent le seul mort du combat de vos amis activistes contre la paix. Quant aux desperados de l'Algérie Française, ils se portent fort bien, que ce soit en Espagne ou en France ; et les méthodes courageuses qu'ils ont choisies pour se manifester — la bombe nocturne, la lettre anonyme — ne les exposent pas à des risques excessifs... Ces matamores nous feraient rire si des innocents n'avaient déjà payé de leur vie leurs rodomontades.

## GRANDE-BRETAGNE

● Le Congrès des Jeunes travaillistes a demandé à M. Gaitskell d'abandonner la présidence du Labour Party, par une motion qui a recueilli 189 voix contre 113. Les jeunes socialistes se rangent donc aux côtés de Michael Foot, de Sydney Silverman, de Konni Zilliacus dans le conflit qui les oppose à la direction droitière du Labour.

● Plus de 150.000 personnes ont participé au meeting désormais traditionnel de Trafalgar Square contre l'armement nucléaire. On sait que ce meeting clot la marche antinucléaire qui, chaque année, conduit des milliers de manifestants du centre atomique d'Aldermaston jusqu'au cœur de Londres. Parmi eux, Frank Cousins secrétaire du syndicat des transports, le plus puissant d'Angleterre, Michael Foot, Ian Mikardo, leaders de la gauche travailliste.

Les marches contre l'armement nucléaire se développent dans d'autres pays : 1.200 manifestants à Amersfoort (Hollande), 3.000 à Dortmund (Allemagne), 1.000 à New-York, autant à Montréal (Canada) etc... Bientôt, espérons-le, la France pourra s'ajouter à cette liste. Rappelons que notre pays est le seul qui poursuive actuellement les expériences de bombes atomiques.

## ÉTATS-UNIS

● Un orage a secoué cette semaine l'opinion publique américaine : les U.S.A. étaient menacés d'une « affaire Peugeot » à l'échelle internationale, les sbires du « diable barbu » projetaient l'enlèvement de « Caroline Chérie ». Vous l'avez deviné, le diable barbu, c'est Castro, et Caroline chérie, Mlle Kennedy, la nouvelle mascotte nationale de ce pays qui rajoutait ses institutions. Et police, presse, radio, télévision de se déchaîner et de vilipender la diabolique cruauté des Rouges de La Havane, dédicéme capables de tout... jusqu'au jour où l'on découvrirait que le féroce projet se réduisait à une boutade lancée par un ouvrier cubain de Palm Beach à l'heure de l'apéritif. L'histoire serait drôle, si nous ne savions pas combien est vrai l'adage : « Mentez mentez, il en restera toujours quelque chose », si elle ne révélait pas l'inquiétante crédulité du public américain, toujours prêt à tomber dans les panneaux les plus saugrenus dès lors qu'on évoque devant lui le spectre rouge.

● Pendant qu'on amusait la galerie avec cette histoire rocambolesque d'enlèvement, le Président Kennedy a signé le 1<sup>er</sup> avril la nouvelle loi sucrière, qui maintient l'arrêt total de toute importation de sucre en provenance de Cuba. Ceux qui espéraient de la nouvelle administration démocrate une révision de l'attitude américaine à l'égard de Cuba seront déçus ; mais l'hostilité à Cuba est devenue aux U.S.A. un tabou qu'aucun président sans doute ne saurait violer impunément.

● Au mois de mars 1961, les aciéries américaines ont tourné à 56 % de leur capacité de production. Par ailleurs, au cours du premier trimestre, l'industrie automobile a enregistré, par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 1960, les baisses de production suivantes : General Motors 35 %, Ford 28 %, Chrysler 60 %, American Motors 40 %, Studebaker 60 %. Ces chiffres traduisent le problème n° 1 de l'administration Kennedy : remettre l'Amérique au travail.

## SÉNÉGAL

Les fêtes de l'Indépendance Sénégalaise battent leur plein à Dakar. On espère qu'à cette occasion les dirigeants Sénégalais définiront ce qu'ils entendent par « voie africaine du Socialisme », voie dont ils parlent beaucoup, mais dont la direction reste quelque peu mystérieuse. Par ailleurs, la politique étrangère Sénégalaise apparaît déjà ouvertement pro-occidentale : tandis que le gouvernement de M. Dia conserve des relations avec Tchiang-Kai-Chek et Ngo-Dinh-Diem, il refuse à Moscou, à Pékin et à Hanoï l'autorisation d'ouvrir des ambassades à Dakar : l'isolement du Sénégal en Afrique ne risque pas d'être rompu par cette attitude...

## CONGO

Deux événements dominent l'actualité congolaise : le premier, c'est l'offensive des troupes de Tshombé contre les Balubas du Nord-Katanga. Ceux-ci, débordés sous le nombre et sous le poids d'un armement très supérieur au leur, ont dû abandonner la ville de Manono, où ils avaient installé le gouvernement provisoire Baluba présidé par M. Ilunga, de tendance lumumbiste. Fait significatif, les premiers habitants de Manono auxquels s'est adressé le chef des troupes katangaises après son entrée dans la ville sont les employés européens de la Société Géomines qui espère reprendre prochainement ses activités. Un seul nuage au ciel de Tshombé : la prochaine arrivée des Casques Bleus Indiens qui semblent décidés à faire respecter l'arrêt des hostilités ordonné par le Conseil de Sécurité.

Deuxième événement : M. Kamitatu, ancien maire de Léopoldville, le seul Lumumbiste qui ait participé à la conférence de Tananarive qui réunissait les dirigeants Congolais de Léopoldville et du Katanga, a conféré à Stanleyville avec M. Gizenga. Son but était de tenter une conciliation entre les Lumumbistes de Stanleyville et le gouvernement Kasavubu-Ileo de Léopoldville. Cette réconciliation s'accomplirait contre M. Tshombé, dont la duplicité, la rapidité et la soumission aux intérêts belges inquiètent de plus en plus les Congolais même les mieux disposés envers l'Occident. L'éventualité d'un renversement des alliances n'est donc pas à exclure du cours des prochains jours.

## ANGOLA

La répression continue en Angola, et nous voyons apparaître dans les communiqués portugais les mots rituels : nettoyages des derniers îlots de résistance du terrorisme, opérations de police contre le banditisme etc. Par ailleurs le ministre portugais des colonies, l'amiral Lopes Alvés, a déclaré que les troubles en Angola n'avaient d'autre cause que l'intervention des meneurs étrangers, aucun facteur politique économique ou social ne pouvant les expliquer. Déclaration qui prend toute sa saveur lorsqu'on sait que le travail forcé sévit en Angola, que 35.000 Africains sur 5 millions bénéficient des droits civiques, que la mortalité infantile atteint 60 %. Mais nous connaissons bien cette chanson pour l'avoir entendue plusieurs fois (1946 : Indochine, 1950 : Tunisie, 1952 : Maroc, 1954 : Algérie). Sa nouvelle édition portugaise ne nous apprend que trois choses : les colonialistes sont partout les mêmes, ils ne sont pas capables de bénéficier d'expériences pourtant instructives, enfin, ils manquent d'imagination.

Emmanuel TERRAY

# Commentaires sur les élec

par Ernest MANDEU

LES élections législatives se sont soldées par la défaite des partis gouvernementaux et de leur « loi unique », loi de malheur. Voilà un résultat incontestable, qui confirme a posteriori que les grévistes avaient raison, — pour ceux-là même qui ne sont point encore convaincus par la mobilisation d'un million de travailleurs, dans une bataille aux proportions épiques. — Le suffrage universel connaît de ces fantaisies, même en régime capitaliste. MM. Eyskens et Lefebvre invoquaient la « souveraineté nationale » contre les « grèves insurrectionnelles », mais le pays souverain vote plutôt du côté des « insurgés » que du côté de la « légitimité » des gendarmes.

Ce fait — capital — n'a pas manqué d'impressionner profondément l'opinion publique belge ; il influencera de même l'opinion publique internationale.

Les partis bourgeois avaient axé toute leur campagne sur la dénonciation des « désordres » et de « l'émeute ». La gauche socialiste avait été la seule tendance politique en Belgique pour émettre l'opinion que cette campagne électorale allait se retourner contre les partis gouvernementaux. C'est ce qui s'est produit. Une bonne partie des dirigeants socialistes n'en sont pas encore revenus : on peut donc gagner des élections, même après des « grèves insurrectionnelles » ?

Quelle bonne leçon pour les autres partis ouvriers en Europe. Et quel parallèle éloquent avec l'Allemagne d'Adenauer ! Là-bas, la social-démocratie essaye de s'identifier avec le parti au Pouvoir ; celui-ci remporte triomphe après triomphe. Ici, elle justifie malgré tout des barricades dressées contre des sociaux-chrétiens du même acabit ; et ceux-ci subissent une grave défaite.

## Une polarisation sociale

Si la défaite du gouvernement Eyskens ne fait point de doute, l'interprétation des résultats électoraux n'en est pas moins malaisée. En effet, les fluctuations des sièges à la Chambre, des sièges au Sénat, des sièges dans les conseils provinciaux (sorte de conseils généraux) et des fluctuations des voix ne concordent guère.

Ceci provient essentiellement du fait de la loi électorale belge, qui tout en étant basée sur la représentation proportionnelle, soumet la proportionnelle à deux correctifs importants : d'abord, elle ne joue qu'à l'échelle provinciale et non pas à l'échelle nationale ; ensuite elle ne joue que pour les partis qui ont obtenu le « quorum électoral » dans un arrondissement, c'est-à-dire par exemple, pour la Chambre, 66 % du nombre de voix théoriquement nécessaires pour avoir un député directement élu.

Les résultats à la Chambre ont été profondément influencés par le jeu de ce « quorum » ; pour la première fois, les libéraux ne l'ont pas atteint en quatre provinces sur neuf et ont ainsi perdu un siège, malgré leurs gains de voix. Quant aux communistes et nationalistes-flamands en 1958, ils avaient échoué à quelques centaines de voix devant ce mur, qui dans le Hainaut, qui en Flandre orientale, cette fois-ci, ils l'ont passé et ont donc pu doubler ou quadrupler le nombre de leurs mandats, avec des gains de voix relativement réduits.

Voici les résultats les plus caractéristiques :

	Chambre	Sénat (direct)	Conseils provinciaux	Suffrages
P.S.C. ....	- 8	- 6	- 28	- 5,03 %
P.S.B. ....	Statu quo	+ 5	+ 5	+ 1,0 %
Libéraux ....	- 1	- 1	+ 6	+ 1,27 %
P.C. ....	+ 3	Statu quo	+ 8	+ 1,22 %
Nationalistes flamands ....	+ 4	+ 2	+ 7	+ 1,43 %
Divers ....	+ 2	néant	+ 2	+ 1,46 %

Ce sont les résultats pour les conseils provinciaux qui reflètent de la manière la plus fidèle la fluctuation des suffrages : les sociaux-chrétiens sont les seuls à perdre des voix, tous les autres partis en gagnent.

Il y a incontestablement poussée à gauche, puisque l'ensemble des voix socialistes-communistes augmente de 2,2 % par rapport à 1958 (et si l'on tient compte du cartel socialiste-libéral dans deux provinces, en 1958, de 1,6 % environ). L'ensemble des partis ouvriers gagne par rapport à l'ensemble des partis bourgeois. En même temps, au sein de chaque camp, il y a une évolution plus complexe. Le

Parti socialiste perd des voix, sur la gauche, au profit du parti communiste, mais gagne suffisamment de voix de travailleurs chrétiens pour neutraliser ces pertes. Au sein du camp bourgeois, ce sont les nationalistes flamands et les petites listes d'extrême droite qui gagnent le plus de voix, suivis par les libéraux.

Il y a donc un phénomène de polarisation par suite des grèves. Les ouvriers, dans l'ensemble, ont voté plus à gauche ; les « indépendants et paysans », dans l'ensemble, plus à droite. Comme il y a trois fois plus d'électeurs salariés et appointés qu'il n'y a d'électeurs indépendants, cette polarisation a favorisé les partis ouvriers.

## Ampleur et limites de la poussée à gauche

Une analyse plus détaillée des résultats fait ressortir l'image que voici :

1) L'ensemble des voix PSB-PC augmente dans presque tous les arrondissements, à l'exception du Borinage, de Charleroi et de Bruges. Ces trois exceptions s'expliquent aisément : déclin de la popularité de Van Acker à Bruges ; rôle néfaste de certains leaders sociaux-démocrates de Charleroi pendant et depuis la grève ; début de démoralisation au Borinage, devant le déclin prononcé de la région malgré les grèves de février 1959 et de décembre 1960.

A Charleroi, les cantons où il y a des candidats de la gauche socialiste sont les seuls où il n'y a pas de recul des voix ouvrières. J'ajouterais que mon ami Ernest Glinne, rédacteur à « La Gauche », conseiller courageux du « cartel » Lumumba-Kashamura-Gizenga à la Conférence de la Table Ronde à Bruxelles, est élu député à Charleroi, et que dans d'autres arrondissements de la province du Hainaut où « La Gauche » est influente, les résultats sont excellents et les voix ouvrières en augmentation notable.

Signalons aussi le magnifique résultat électoral des deux cantons les plus « prolétaires » de Liège, Seraing et Herstal, où les partis ouvriers augmentent encore le pourcentage pourtant très élevé des voix remportés en 1958 (respectivement 71,74 % contre 70,78 %, et 68,79 % contre 67,84 %). La même remarque s'applique d'ailleurs à tous les cantons ouvriers de Liège, où les voix ouvrières progressent partout, ce qui prouve bien que le phénomène de Charleroi et du Borinage est exceptionnel, et non pas dû aux grèves.

2) A l'intérieur du bloc ouvrier, les progrès communistes sont minimes, sauf dans le Borinage et à Charleroi où ils gagnent trois sièges et atteignent 8,75 % des voix, (mais où leurs gains n'épouvent qu'une partie des pertes socialistes). A Liège, notamment, le PC gagne à peine 1 % de voix ; à Anvers, il n'atteint que 2,27 % du corps électoral ; à Gand, il n'atteint que 1 % des électeurs, à Namur, 2,87 %. Compte tenu du fait que dans la plupart de ces régions, le PC ne présente pas de candidats en 1954, sa progression globale de 1,2 % du corps électoral est encore inférieure à ce qu'elle ne paraît. Au fond, ce parti ne retrouve même pas son niveau

électoral de 1954 ou de 1932 ; l'attachement de l'immense majorité des grévistes au Parti Socialiste reste donc réel.

3) La progression socialiste est surtout forte en Flandre, dans le Limbourg, dans le Luxembourg et dans les Ardennes, ainsi que dans certains cantons du Hainaut. Il s'agit en général de régions où l'influence chrétienne est prépondérante, ce qui indique bien que par suite de la grève, un certain nombre d'ouvriers chrétiens ont voté socialiste.

Par ailleurs, il faut souligner le fait que les gains des partis ouvriers

# tions belges

épougent pas encore entièrement les pertes de 1958, dues à la politique de guerre scolaire et au cours droitier du gouvernement Van Acker. Il existe certainement des milliers de travailleurs chrétiens qui auraient voté socialiste, cette fois-ci, si le P.S.B. avait mené une campagne électorale qui s'adressait de manière plus systématique à ces électeurs.

Quant au glissement vers la droite au sein du camp bourgeois, il a une signification différente en Flandre et en Wallonie. Les gains des nationalistes flamands succèdent à une campagne qui s'adressait aux jeunes avec des arguments d'ordre socio-économique (nécessité d'industrialiser la Flandre, lutte contre la mobilité excessive de la main d'œuvre, etc...)

C'est donc avec un peu de réserves qu'il faut caractériser cette évolution comme une évolution vers l'extrême-droite; ajoutons que les nationalistes flamands n'attaquent pas les grévistes. Par contre, à Bruxelles et en Wallonie, libéraux et « petites listes » ont gagné des voix grâce à une démagogie anti-syndicale et anti-gréviste effrénée. Une partie de la petite-bourgeoisie cossue, effrayée par la grève, vire vers l'extrême-droite. Il faut également tenir compte de plusieurs dizaines de milliers de voix de colons rentrés du Congo, qui se sont portées sur ces mêmes listes.

## Un parlement difficilement gouvernable

Que va-t-il se passer maintenant ? Le gouvernement Eyskens a démissionné. Une formule « d'unité nationale » est exclue de par la résistance de la majorité (centre-gauche et gauche) du parti socialiste. Une alliance socialiste-libérale est exclue pour les mêmes raisons. Restent trois possibilités : reconduction de la coalition catholique-libérale; coalition socialiste-catholique; coalition socialiste syndicalistes chrétiens.

La bourgeoisie est profondément divisée. Une aile inspirée par l'organisation patronale Fédération des Industries Belges (F.I.B.) désire la reconduction de la coalition de droite; elle se heurte à l'opposition des démocrates-chrétiens, profondément dépités de l'échec électoral qu'ils viennent de subir. Le président du P.S.C. M. Théclé Lefèvre, désire un gouvernement catholique-socialiste; mais il se heurte à la double opposition de la droite catholique — qui craint, dans ce cas, une véritable hémorragie en faveur des libéraux et des partis d'extrême-droite — et de la gauche socialiste, qui ne croit pas que de véritables réformes de structure anti-capitaliste pourront être réalisées en collaboration avec le P.S.C. tel qu'il est. Reste la possibilité d'un « gouvernement des syndicats »; mais il dépend de la volonté des syndicalistes chrétiens de rompre avec la droite bourgeoise du P.S.C., et cette volonté n'est pas très ferme, pour ne pas dire plus.

Voilà où on en est. C'est ce qui fait dire à la plupart des leaders politiques que la crise sera longue.

Quant à la gauche socialiste, elle sort renforcée de l'épreuve. Le verdict électoral confirme son analyse de la grève : les travailleurs, loin de se sentir battus, sont gonflés à bloc et prêts à de nouvelles batailles. Il s'agit de préparer celles-ci, au Parlement, dans les usines et dans la rue. Si le gouvernement de droite se reconstruit, la défense et le raffermissement du droit de grève du personnel des services publics fournira sans doute l'objectif de la prochaine bataille.

# FRANCE

## La conférence de presse de Pierre Mendès France

Cela faisait près d'un an que Pierre Mendès-France n'avait pas tenu de conférence de presse à Paris. A la veille des pourparlers d'Evian, l'ancien Président du Conseil pensait pouvoir traiter de l'ensemble des problèmes posés par la solution que l'on pouvait espérer prochaine du conflit algérien. Les circonstances l'ont obligé à orienter la plus grande partie de son exposé sur les perspectives de négociations après la décision du G.P.R.A. de ne pas se rendre à Evian le 7 avril.

**P**IERRE MENDES FRANCE devait d'abord souligner que chaque jour qui passe, chaque jour qui prolonge la guerre, empoisonne un peu plus les chances d'une paix dont chacun sait maintenant qu'elle devra bien intervenir tôt ou tard. Chaque jour, des jeunes tombent, dans l'un et l'autre camp, des jeunes dont l'un et l'autre pays auraient le plus grand besoin. « L'heure est venue, dit P. Mendès-France, de renoncer à tout préalable, de se tourner vers l'avenir. Il faut avoir le courage de s'orienter résolument vers la paix ».

Au lieu de cela, que fait le Pouvoir ? Il « finasse » sur le sort de Ben Bella ; tente de ruser avec le titre et les qualités du G.P.R.A. ; se livre à « des exercices de style » à propos du M.N.A., et joue de la technique classique de division des forces nationalistes.

Mais le F.L.N. existe. Le F.L.N. n'est pas seulement un organisme de liaison entre différents groupes de maquisards : le F.L.N. représente réellement l'Algérie au combat, et il est seul à pouvoir le faire.

Si on veut négocier, on ne peut le faire qu'avec ceux qui ont pouvoir de faire cesser les combats.

Il est vrai que le G.P.R.A. n'a acquis que progressivement l'audience dont il jouit aujourd'hui. A l'heure actuelle, comment ne pas voir qu'il a le monopole de l'autorité sur les combattants algériens ? Et comment ne pas voir que la très grande majorité de ceux-ci s'est ralliée aux positions du F.L.N. ? Même les élus du 13 mai ont reconnu la représentativité du G.P.R.A.

Certes le gouvernement français peut consulter d'autres « tendances » du nationalisme algérien, et des « contacts » peuvent être établis notamment avec Messali Hadj. Mais comment ne pas voir le danger qu'il y a à vouloir ériger artificiellement le M.N.A. en « négociateur », même secondaire ?

Comment peut-on penser négocier avec des hommes qui ne peuvent donner AUCUNE GARANTIE SUR AUCUN DES POINTS EN DISCUSSION ? Le M.N.A. ne peut pas plus garantir l'arrêt des combats que l'avenir de la communauté française.

Aussi aurait-il fallu éviter de « gonfler » artificiellement l'importance véritable du M.N.A. Or qu'a-t-on vu ?

A plusieurs reprises, M. Terrenoire, ministre de l'Information, affirme sa volonté d'entreprendre des pourparlers « avec les différentes tendances y compris le F.L.N. ». Le 26 mars, une dépêche de l'Agence France-Presse parlait de « négociations avec les différents responsables de la rébellion ». Le 27, Tunis répondait sèchement que toute tentative de règlement du conflit algérien, sans la participation du G.P.R.A., ne pouvait conduire qu'à un échec. Le 28, M. Terrenoire voulait « consulter » le M.N.A. Le 30, il était amené à rectifier et parlait de « conversations ». Enfin, ce fut le discours de M. Joxe à Oran et sa réponse à un journaliste : « Je rencontrerai le M.N.A. comme je rencontrerai le F.L.N. »

C'est ainsi que le G.P.R.A. décidait que, « dans l'état actuel des choses, il ne pouvait se rendre à Evian ». Dans le climat de confusion et de manœuvres politiques qui règne depuis un certain temps, la réaction du G.P.R.A. ne pouvait être différente.

Mais, « après nos excès d'habileté », quelles peuvent être les perspectives prochaines ? La rupture des pourparlers avantagera surtout le F.L.N. Elle a signifié l'élimination du M.N.A. de la négociation franco-algérienne. En réponse à une question posée, Pierre Mendès-France devait préciser qu'il

ne s'agissait pas d'une « information inédite » qu'il livrait à la presse, mais d'une conviction profonde qu'il éprouvait personnellement.

Les négociations reprendront probablement. Une rencontre directe pourrait avoir lieu assez rapidement. C'est ce qu'espère vivement Pierre Mendès France car il apparaît de plus en plus clairement que si le dialogue bilatéral n'est pas renoué, alors nous ne pourrions plus éviter la présence de tiers. Des événements récents ont montré que déjà les Etats-Unis, faisaient figure de médiateurs éventuels, et que d'autres interventions étaient possibles.

Créer les conditions d'une discussion approfondie dans le calme, voilà un des premiers points à réaliser.

Pierre Mendès France a rappelé que jamais personne, ni sous la IVe République ni sous la Ve n'a osé affronter les ultras. Aussi deviennent-ils de plus en plus insolents. Pourtant, si l'on décidait de s'opposer à leurs menées, on y parviendrait aisément. Et cela ramènerait dans la vie de la nation un climat de calme et de confiance très propice à l'ouverture d'une négociation approfondie.

De plus, le gouvernement français doit s'engager à reconnaître l'intégrité territoriale du futur Etat Algérien. Pierre Mendès France a souligné l'illusion dangereuse qu'il y aurait à croire qu'on peut chercher une solution dans la voie du partage de l'Algérie. Cela consisterait, en fait, à abandonner un territoire famélique au futur Etat Algérien et à conserver pour les colonialistes les terres les riches.

Aucun algérien ne saurait admettre cette soi-disant solution et cela finirait par une reprise des combats.

L'orateur voit la conduite de la négociation en deux étapes.

D'abord centrer les efforts sur le cessez-le-feu et mettre sur pied un régime transitoire en tenant compte de l'équilibre des forces en présence. La recherche et la définition de cet équilibre ne seront pas les problèmes les plus simples de cette négociation.

Ensuite, entamer le débat au fond. Déterminer le statut international de l'Algérie. Voir comment pourront être restaurées les libertés publiques, comment s'effectuera la libération des internés et des emprisonnés. Il faudra aussi que chaque homme qui vit en Algérie ait droit à sa propre autodétermination, que chaque individu puisse choisir librement son destin, que chacun puisse opter soit pour la France, soit pour l'Algérie.

En fait, cette négociation en deux étapes correspond à un souci de ménager une transition pacifique. Cela semble bien préférable à une mutation brusque qui pourrait amener des Européens à agir inconsidérément. Après des années de propagande hystérique, une accalmie est nécessaire pour que se développe un apaisement sans lequel aucune construction durable ne serait possible.

Pierre Mendès France dit enfin un mot des luttes à mener. Il souligne les « lueurs » qui ont marqué, çà et là, un certain réveil de la lutte du peuple français contre la guerre d'Algérie.

Mais, conclut-il, « que ceux qui veulent la paix ne relâchent pas leurs efforts. Je fais appel aux hommes et aux femmes des deux pays pour qu'ils n'abandonnent pas leur sort aux contre-marches de leurs dirigeants, pour qu'ils exercent une pression tenace et vigoureuse pour la paix, car les ultras exercent leur pression tenace et vigoureuse pour la guerre. C'est, en dernier ressort, le peuple français souverain qui emportera la victoire de la paix ».

Philippe LAUBREAUX

### Manifestation de soldats à la gare de l'Est

Mardi soir, un train entier de soldats partant pour l'Algérie a manifesté contre la guerre aux cris de « Paix en Algérie », « La quille à 18 mois ».

Cette manifestation s'est poursuivie dans toute la gare malgré l'intervention des C.R.S.

## Les congrès nationaux d'enseignants

Deux importants congrès d'organisations syndicales d'enseignants viennent, selon une tradition déjà ancienne, de se tenir au début des vacances de Pâques.

### Le congrès du S.N.E.S.

**C**EST à Strasbourg que s'est réuni le congrès du S.N.E.S. (Syndicat National de l'Enseignement Secondaire). Après les grèves tournantes qui s'étaient déroulées avec un grand succès au cours du second trimestre, il était inévitable que les discussions sur la poursuite de l'action revendicative fussent au centre des débats. Il était aussi facilement prévisible que les congressistes seraient unanimes pour la poursuite et même le durcissement de cette action : à la veille même du congrès le gouvernement venait de faire des propositions que les enseignants jugeaient dérisoires.

Trois résolutions ont donc été adoptées à l'unanimité ou à la quasi-unanimité :

1° Grève totale des examens, y compris pour la surveillance (ni baccalauréat, ni B.E.P.C., ni concours, à l'exception toutefois de l'agrégation et des concours d'entrée aux écoles normales supérieures).

2° Refus d'assurer à la rentrée de septembre les heures supplémentaires.

3° Mandat au Conseil national d'envisager ultérieurement si nécessaire, toute autre forme d'action dans le cadre de la F.E.N.

Si le congrès a été unanime sur les problèmes corporatifs, il n'en a pas été de même sur l'Algérie, problème qui donna lieu à un débat animé.

Une motion demandait que fussent associés à la négociation « tous les courants d'opinion de la population algérienne » et que les organisations syndicales étudient les problèmes qui se posent aux négociateurs. C'était la reprise de la thèse de la « Table ronde ». Ce texte n'a recueilli que 356 voix.

Le texte majoritaire, rapporté par Letonturier, en a obtenu 23.458. Il vaut la peine d'en reproduire ici les passages essentiels :

Les syndicalistes doivent songer seulement « à combattre les obstacles qui se dressent sur le chemin d'une décolonisation complète. L'évolution des événements n'est pas à mettre au crédit du régime né de cette guerre, mais au compte de la lutte du peuple algérien, de la pression de l'opinion internationale et de l'opinion française ». Le texte condamne ensuite la « table ronde » que ne saurait plus défendre aujourd'hui aucune organisation syndicale. Il faut, dit-il encore, récuser toute tentative de faire obstacle à la négociation qui concerne exclusivement le gouvernement français et le G.P.R.A. Il précise enfin qu'il s'élève contre « toute décision unilatérale touchant la vie publique algérienne » et contre « toute décision unilatérale concernant le Sahara ».

Nous reconnaissons là, pour l'essentiel, et nous nous en félicitons, des thèses analogues à celles qui ont été adoptées récemment par le colloque de Grenoble et qui sont aussi celles que vient d'adopter le Congrès national du P.S.U. : avant tout, lutte pour la négociation et reconnaissance de la représentativité du G.P.R.A.

### Le congrès du S.N.E.T.

De son côté, le congrès du S.N.E.T. (Syndicat National de l'Enseignement Technique), réuni à Paris, a adopté des positions analogues en ce qui concerne les revendications.

Il a, comme le S.N.E.S., voté une motion très ferme sur la défense de la laïcité et la lutte pour l'abrogation des lois antilaïques, et a proposé « la création d'un Front uni de la laïcité ».

### PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin - ODE 15-04  
Semaine du 5 au 11 avril

### UN COUPLE

Un film de J.-P. MOCKY  
(Interdit au moins de 18 ans.)  
Dialogues de  
Raymond QUENEAU  
de l'Académie Goncourt

### Bulletin d'Abonnement

NOM .....  
Prénom .....  
Adresse .....

déclare souscrire un abonnement de :  
Soutien ..... 30 NF  
Un an ..... 19 NF  
6 mois ..... 10 NF  
3 mois ..... 5 NF

54, boulevard Garibaldi - PARIS (15e)  
C.C.P. 5.826-65

Directeur - Gérant : Roger CERAT

I.R.B., 60, rue René-Boulanger, Paris-X<sup>e</sup>

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

## Le syndicalisme



Pierre  
GAUDEZ

Un syndicalisme  
responsable,  
la jeunesse  
a conquis  
droit de cité.

(Herschritt.)

## De Lyon à Caen

LE 50<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F. a commencé ses travaux à Caen le 26 mars. Le fait marquant du Congrès fut, dès le départ, la présence et la participation aux débats de nombreuses organisations extérieures au Mouvement étudiant. Sur le plan français, ce sont l'ensemble des grandes centrales ouvrières (C.G.T., C.F.T.C., F.O.), les syndicats enseignants (F.E.N., S.G.E.N.) et un certain nombre d'associations socio-professionnelles qui ont tenu à marquer la place de

choix que l'U.N.E.F. a acquise dans ce pays en passant de la défense des étudiants à la défense de l'Université, de la Jeunesse et des valeurs qui leur sont attachées.

Sur le plan international : plus de 60 organisations. Unions nationales et internationales d'étudiants, et en particulier, pour la première fois depuis 1956, l'ensemble des organisations d'étudiants des pays colonisés ou anciennement colonisés. Les relations rompues en 1956 entre le Comité de Liaison des Etudiants d'Outre-Mer et l'U.N.E.F. à cause de la guerre d'Algérie et de la rupture avec l'U.G.E.

## Le message de l'U.G.E.M.A.

Il nous est particulièrement agréable, après avoir été absents à quatre congrès successifs de l'U.N.E.F., de saluer chaleureusement votre 50<sup>e</sup> congrès et de vous exprimer nos meilleures vœux de plein succès dans vos travaux.

Si les événements qui ensanglantent notre patrie depuis près de sept ans, ne nous permettent pas d'être parmi vous et de participer effectivement à vos débats, soyez cependant assurés que nous suivons avec le plus haut intérêt et la plus grande sympathie le déroulement de vos travaux.

La guerre d'Algérie, par ses proportions gigantesques et ses conséquences tragiques, a marqué profondément les rapports entre Français et Algériens dans tous les domaines. Le Mouvement Etudiant n'a évidemment pas échappé à cette règle.

Des divergences profondes sont rapidement apparues sur la nature de la guerre d'Algérie et sur l'attitude à adopter face à ce conflit. Elles se sont rapidement accentuées et ont conduit à la rupture entre l'U.N.E.F. et l'U.G.E.M.A. en décembre 1956.

Durant près de quatre ans, les deux organisations sont demeurées sans aucun rapport, alors que la guerre coloniale se poursuivait avec son lot quotidien de victimes, de souffrances et de malheurs, élargissant chaque jour davantage le fossé qui sépare nos deux pays.

Il y a presque un an, des perspectives nouvelles ont été ouvertes par le Congrès de Lyon qui a marqué un tournant décisif dans l'orientation et l'évolution du Mouvement Etudiant Français. Pour la première fois depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1954, l'U.N.E.F. prenait clairement position sur le fond politique du problème algérien. Elle dénonçait « le caractère anachronique de la guerre d'Algérie qui entrave le développement normal du processus de la décolonisation dans l'ensemble de l'Afrique » et reconnaissait au peuple algérien le droit naturel et imprescriptible de disposer de lui-même.

Une ère nouvelle de coopération basée sur les grands principes universitaires allait s'ouvrir entre l'U.N.E.F. d'une part et les organisations des pays colonisés et nouvellement indépendants, d'autre part.

La reprise des relations entre l'U.N.E.F. et l'U.G.E.M.A., consacrée par la déclaration de Lausanne du 6 juin 1960, allait bientôt montrer combien la coopération entre les étudiants al-

gériens et français était fructueuse et féconde. Au moment où le conflit atteignait son paroxysme de violence, les deux organisations, par leur action de tous les jours, apportaient la preuve concrète des larges possibilités d'entente et de travail commun dans la mesure où chacun agit sur la base d'un anti-colonialisme conséquent et en conformité avec le principe universel « du droit de tous les peuples à la liberté et à l'indépendance ».

La gravité et l'urgence créées par la guerre d'Algérie exigent que la coopération entre nos organisations porte avant tout sur ce problème vital qui conditionne le présent et l'avenir de nos deux nations.

Avec près d'un an de recul, nous pouvons dire que nos efforts communs n'ont pas été vains et que des résultats encourageants ont été obtenus.

L'U.N.E.F. a su surmonter les multiples obstacles dressés de toute part sur la voie difficile qu'elle s'est choisie. Elle a su honorer les décisions de son 49<sup>e</sup> Congrès et a déployé des efforts méritoires pour « soutenir et promouvoir sur les plans national et local toute action positive pouvant rapprocher une solution du conflit. »

Un vaste mouvement d'opinion contre la guerre coloniale d'Algérie s'est développé ces derniers temps en France. L'U.N.E.F. y a joué un rôle de premier plan. Elle a contribué au renforcement de l'action de toutes les forces démocratiques françaises en faveur d'une solution pacifique et juste du conflit algérien.

Le gouvernement français qui, à l'image de ses prédécesseurs s'est obstinément refusé de voir la réalité algérienne dans ses véritables données et qui a délibérément tourné le dos à la paix, semble revenir, par la force des choses, à une vision plus objective et plus réaliste de la conjoncture algérienne.

La négociation sans préalable sur les conditions d'application de l'auto-détermination qui va s'ouvrir prochainement entre le gouvernement français et le gouvernement provisoire de la République algérienne, ouvre de nouvelles perspectives et permet des espoirs. Cependant, des obstacles et des difficultés multiples jalonnent la voie de la paix. D'une part, les forces colonialistes et agressives encore très puissantes, s'opposent à toute solution pacifique et s'emploient par tous les moyens à faire échec à toute tentative de règlement négocié du conflit. D'autre part, le gouvernement français, tout en montrant un assou-

plissement dans la procédure, ne semble pas renoncer à certaines exigences et à certaines fictions qui risquent de remettre tout en cause. Vouloir imposer un cessez-le-feu ou une trêve avant un règlement de toutes questions politiques relatives à l'application de l'auto-détermination, vouloir amputer l'Algérie d'une de ses parties et porter atteinte à l'unité et à l'intégrité de son territoire, c'est tourner délibérément le dos à une paix véritable.

Il est nécessaire de voir la réalité en face et d'agir en conséquence. Si nous devons nous féliciter des progrès réalisés et des possibilités encouragées qui se dégagent aujourd'hui, nous devons aussi nous garder de tout optimisme excessif. Bien au contraire, et plus que jamais, toutes les forces favorables à la paix doivent redoubler de vigilance et d'efforts pour éviter que de cruels précédents, comme celui de Melun, se répètent. Dans la phase cruciale où se trouve engagé aujourd'hui le peuple algérien, il est capital de ne pas laisser les chances de paix se gaspiller. Il est impérieux de mobiliser en permanence toutes les énergies pour assurer le succès des négociations et mettre ainsi fin à une guerre tragique qui n'a que trop duré.

Plus que par le passé, la pression de l'opinion publique doit se faire ressentir dans toute sa vigueur, pour faire échec à toutes les tentatives et à toutes les manœuvres des colonialistes impénitents qui n'ont en aucun cas renoncé à leurs objectifs et qui espèrent toujours perpétuer leur domination par la guerre au mépris des intérêts véritables de nos deux pays.

Dans cette perspective, l'U.N.E.F. a une lourde et exaltante mission à accomplir. Les moments cruciaux que nous vivons présentement lui commandent de rester à l'avant garde des forces qui luttent pour la paix.

Dans ce dur combat elle peut compter sur la sympathie et le soutien de tous les étudiants du monde.

Les liens qui se forgent aujourd'hui entre étudiants Français et Algériens dans la lutte pour un idéal de liberté et de paix constituent sans aucun doute les meilleurs gages pour l'avenir des relations entre nos deux peuples et sauvegardent les possibilités d'une coopération librement consentie entre la France et l'Algérie, en tant que pays indépendants et égaux.

Tunis, le 24 mars 1961

Le Comité Exécutif de l'UGEMA.

nous publions ci-dessous, fut accueilli avec enthousiasme, et c'est au nom de l'ensemble des étudiants de France, devant le congrès debout et applaudissant, que Gaudiez formulait le vœu de voir l'an prochain l'U.G.E.M.A., union nationale, participer directement au 51<sup>e</sup> Congrès.

## ALGÉRIE

Le 50<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F., CONSIDERE que la lutte que mène depuis 7 ans le peuple algérien, l'évolution de la situation internationale la pression exercée par l'opinion française à laquelle le Mouvement Etudiant a su apporter sa contribution ont amené le Gouvernement Français à accepter les négociations officielles et directes avec le G.P.R.A.

SE FELICITE particulièrement de l'action menée par l'U.N.E.F. depuis le Congrès de Lyon notamment : la reprise des relations avec l'U.G.E.M.A., la déclaration du 30 juin, la journée nationale du 27 octobre réalisée avec les syndicats ouvriers et enseignants, la déclaration commune des syndicats ouvriers et étudiants, français et algériens du 21 février.

Les difficultés que les négociateurs auront à surmonter exigent que la pression de l'opinion publique continue à s'exercer plus que jamais pour que ces négociations aboutissent et que ne se renouvelle pas l'échec de Melun.

ESTIME que de ces négociations doivent sortir simultanément l'arrêt de la guerre et les conditions permettant au peuple algérien d'une part, d'exprimer sa volonté de liberté et d'indépendance, et d'autre part de mettre en place les structures économiques et sociales de son choix qui garantiront le développement de l'Algérie et les droits fondamentaux de chacun.

Toute attitude du Gouvernement français qui s'opposerait à ces exigences contenues dans le principe même de l'autodétermination, et qui mettrait en cause la représentativité du G.P.R.A. ou qui viserait à porter atteinte à l'intégrité du territoire algérien, lui ferait porter la responsabilité de l'échec de la négociation.

DECIDE de promouvoir sur ces bases toute action de l'U.N.E.F. des A.G.E., en accord avec les syndicats ouvriers, paysans et enseignants pour le succès de la négociation.

Par delà les questions brûlantes de l'actualité, c'est à travers les dures batailles quotidiennes — gestion des œuvres universitaires, logement, réforme et démocratisation de l'Enseignement, revalorisation de la Fonction enseignante, etc... — que le Congrès allait devoir démontrer la maturité de la réflexion des responsables étudiants et du degré de prise de conscience de leur base. Dans les interventions faites lors du débat sur le Rapport moral, on sentait le poids que les problèmes généraux de l'Université face au système économique avaient pesé dans les travaux des Associations Générales. Sans que toutes aillent aussi loin que l'A.G. de Rennes, remettant en cause l'ensemble du système économique et politique, il était évident que les commissions intérieures et universitaires allaient aborder certains problèmes beaucoup plus au fond que les années précédentes et dégageraient les lignes de force qui serviraient de cadre au travail du prochain bureau.

## Au programme du Congrès :

EST en analysant les conditions de vie des étudiants et la structure de l'enseignement français que le syndicalisme étudiant a été conduit à poser ses problèmes dans le cadre de la nation et de la conjoncture internationale. Cette démarche de pensée a été celle suivie par le congrès de Caen qui a d'abord analysé la vie matérielle des étudiants (logement, œuvres universitaires, sport, santé, service militaire), puis la situation de l'enseignement (critique de la structure actuelle, définition de la démocratisation, lutte aux côtés des enseignants et laïcité). Le congrès a posé le problème de l'Université et de la jeunesse au sein des structures

# Le syndicalisme étudiant est majeur

économiques du pays, enfin s'est occupé de la coopération étudiante internationale, de l'Algérie et de la décolonisation.

## La vie matérielle des étudiants

La cogestion des œuvres universitaires n'est plus remise en cause actuellement sur le plan légal. Mais le travail du Centre National des Œuvres est soumis à un véritable sabotage tant administratif que financier. Le congrès a réaffirmé son attachement au principe de la cogestion et la nécessité de donner aux administrateurs étudiants la possibilité d'approfondir leurs connaissances techniques.

Nous ne devons pas oublier que la cogestion étudiante est un pas vers la cogestion de l'Université, position de fond de l'U.N.E.F., et ne ressemble en rien de par sa nature à une quelconque association capital-travail. C'est surtout une étape transitoire dans la mesure où les étudiants refusent la situation « d'assistés » et réclament l'établissement de l'allocation d'études. La cogestion est un acquis que le mouvement étudiant se doit de défendre, mais il ne faudrait pas qu'il aboutisse à une sclérose de l'action revendicative sur les problèmes de fonds. Le congrès semble d'ailleurs l'avoir parfaitement compris.

## Logement et santé

Le congrès a spécialement insisté sur l'impératif social du logement, et le besoin de centres sociaux, culturels, médico-sociaux, maisons de jeunes, salles de réunion, restaurants.

Il est particulièrement important de noter cette prise de position qui réclame que l'étudiant ne soit plus isolé de la société et parqué dans des cités, mais qu'il soit replacé au sein de la population, le logement étudiant n'étant qu'un cas particulier du problème général du logement et devant se résoudre dans ce cadre.

Il faut rapprocher de ce problème du logement, celui de la décentralisation et de l'extension des moyens culturels et de la participation des étudiants en tant qu'animateurs de la vie culturelle du quartier.

Le congrès fut amené à s'inquiéter de l'augmentation catastrophique des cas de maladies mentales chez les étudiants et de l'insuffisance des moyens mis à la disposition de la médecine préventive, encore plus accentuée chez les étudiants que dans le reste du pays, et là encore le congrès prit une position à résonance très générale en réclamant un dépistage polyvalent, une coordination entre médecine du travail et médecins de famille, la mise sur pied d'un service de recherches de médecine préventive et une centralisation des données statistiques permettant une étude nécessaire à l'établissement d'une politique d'action sanitaire et sociale.

## Service militaire, sursis et service civil

Dans la défense des sursis, à propos desquels on doit encore cette année souligner les nombreux cas de résiliations abusives, l'U.N.E.F. a su montrer que ce n'était pas les étudiants en tant que privilégiés qu'elle défendait, mais dans l'optique de la démocratisation de l'enseignement, la possibilité pour tout le monde de faire des études en fonction uniquement des capacités universitaires de l'individu. Surtout elle a refusé d'accorder la priorité au problème militaire sur le problème de la culture.

Le congrès s'est également préoccupé, dans l'éventualité d'une fin du conflit algérien, d'une reconversion du service militaire. Un service civil pourrait être créé, auquel serait affectée une partie du contingent à l'accomplissement de tâches d'intérêt national et international sous le contrôle des ministères intéressés.

C'est dans la mesure où de telles positions relevant du simple bon sens pourront progresser que des cas comme celui de notre camarade Boisgontier et des objecteurs emprisonnés devront trouver normalement une solution. Nous devons nous féliciter du

pas en avant fait, dans ce domaine, par le mouvement syndical étudiant.

## L'U.N.E.F. et la situation actuelle de l'enseignement

La situation dramatique de l'enseignement français est maintenant une évidence pour tout le monde. L'ensemble du pays a pu en prendre conscience à travers les effectifs pléthoriques des classes, les problèmes d'implantation universitaire comme celui de la Halle aux Vins, le problème de la laïcité grâce aux campagnes de l'U.N.E.F. et des syndicats enseignants.

Les réformes de l'Enseignement n'ont été que mesures démagogiques ne remettant pas en cause les structures fondamentales de l'enseignement et reposant, par surcroît, sur un certain nombre d'erreurs. D'où une extension de la crise (cloisonnement entre les branches de l'enseignement, inexistence d'une orientation psychopédagogique, principe sélectif, etc).

Le congrès fut unanime pour condamner ces réformes et s'élever contre l'insuffisance et le caractère démagogique de la Promotion du Travail, poudre jetée aux yeux du public par le gouvernement et le patronat.

L'Enseignement Technique, avec toute l'importance conférée à cette discipline par l'évolution du monde industriel fut naturellement évoqué, et le Congrès, là encore, sut en donner une définition correspondant aux impératifs de formation et de promotion collective de la nation. Il s'agit bien, en effet, pour l'Enseignement technique, de remplir une quadruple mission : — Elever le niveau de formation théorique, scientifique et technique ; — développer le caractère polyvalent de la formation de base pour permettre une réadaptation aux variations de l'emploi ; — donner aux jeunes ruraux une formation professionnelle sérieuse et adaptée à l'évolution technique et à la modernisation de l'agriculture ; — permettre un accès beaucoup plus facile des femmes aux carrières scientifiques et aux qualifications professionnelles à tous les échelons.

Sur l'ensemble des problèmes, le Congrès a travaillé dans l'optique défini par P. Gaudé dans son Rapport Moral d'un large front syndical, et à propos des questions universitaires, la part prise dans les débats par les représentants des syndicats enseignants fut déterminante. Le Congrès manifesta, pour chaque problème, le désir de voir les syndicats ouvriers coopérer avec les étudiants et les enseignants.

## DÉMOCRATISATION DE L'ENSEIGNEMENT

« Le 50<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F.

CONSIDÉRANT que la représentation numérique des divers groupes socio-économiques dans l'Enseignement ne correspond en rien à leur représentation dans la Nation,

CONSIDÉRANT que cet état de fait est dû à la conjonction d'un certain nombre de facteurs essentiels étroitement liés entre eux,

— le barrage économique pour toute une partie de la Nation ;

— l'inadaptation des structures et des méthodes de l'enseignement aux réalités matérielles, psychologiques, sociales, culturelles que les structures économiques conditionnent en permanence ;

CONSIDÉRANT notamment que le contenu de cet enseignement, son esprit sélectif, son orientation traditionnelle qui tend à dégager des élites a pu correspondre à une nécessité de la société qui l'a mis en place, mais ne répond ni à la situation économique actuelle ni à un souci de véritable promotion collective,

CONSIDÉRANT que les tentatives actuelles de Réforme de l'Enseignement répondent à une nécessité d'adaptation à certains besoins de l'économie et constituent un échec sur le plan d'une réelle démocratisation de l'enseignement, — souligne que cette démocratisation implique la notion de promotion collective, c'est-à-dire la possibilité pour tous d'accéder au maximum des responsabilités dans la Nation, dans la pleine utilisation de leurs capacités.

DEMANDE au Bureau de l'U.N.E.F., en liaison avec tous les syndicats et associations socio-professionnels intéressés de lancer l'étude la plus large sur les aspects sociaux, économiques et politiques et les options qu'implique une telle conception. »

(Suite en page 6)

## Un plan d'action pour les années à venir

Le 50<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F. s'est terminé sans position « spectaculaire », sans motion « fracassante » ; rien de comparable avec le précédent où les positions prises sur le problème algérien devaient constituer un « tournant décisif » du syndicalisme étudiant.

Et pourtant, ni les journalistes, ni les personnalités syndicales, enseignantes ou administratives présentes, n'ont parlé de recul ou de baisse de tension, bien au contraire. Ils ont pu constater au cours de ce congrès calme et laborieux, la volonté dont a fait preuve l'U.N.E.F. d'approfondir tous les problèmes auxquels se heurte l'Université d'aujourd'hui.

Des lignes d'action nouvelles ont été mises à jour à partir du travail de l'année écoulée ; des lignes d'action qui sont le reflet d'un mûrissement profond du syndicalisme étudiant.

Le problème algérien, qui avait été une des préoccupations essentielles de l'U.N.E.F. pendant un an, s'est trouvé inclus dans une réflexion plus large sur la décolonisation dans son ensemble. L'U.N.E.F. a réaffirmé sa

par

**Dominique WALLON**

Président de l'U.N.E.F.

volonté de voir aboutir les négociations avec le G.P.R.A. en dénonçant toute tentative de remise en cause de la représentativité de celui-ci par le gouvernement français. En ce sens, elle tient à poursuivre la lutte pour le succès des négociations, avec les autres syndicats ouvriers et enseignants.

Mais, avec ses aspects propres, le problème algérien a amené le problème plus général des rapports de la France avec les pays qu'elle a colonisés. La réflexion du congrès s'est portée sur la mise en œuvre d'une coopération fructueuse et sans équivoque avec les pays anciennement colonisés.

Pour la première fois, les Unions nationales des pays africains étaient présentes au congrès de l'U.N.E.F. : le dialogue sur le plan étudiant a permis d'établir notre volonté mutuelle de voir s'élargir et se développer une coopération qui ne soit pas une forme larvée du néo-colonialisme.

Une autre ouverture a été mise à jour — ouverture qui est également le fruit des divers travaux de l'U.N.E.F. au cours de cette année passée :

A partir des revendications éparses sur le logement, les bourses, l'allocation d'études, la réforme de ces études, la transformation des méthodes de l'enseignement, l'U.N.E.F. a pu élaborer un cadre général d'action pour l'année à venir.

Ces problèmes syndicaux que l'U.N.E.F. n'avait jusqu'ici abordés que d'une manière dispersée, sont en effet profondément liés à toute la vie économique du pays. C'est en prenant conscience du lien étroit qui existe par exemple entre ses revendications sur le logement et l'aménagement du territoire, sur l'allocation d'études et une perspective générale de réforme et de développement de l'économie française, que le mouvement étudiant a marqué clairement sa volonté d'affronter les problèmes nationaux et a abordé ainsi un nouveau « tournant » peut-être même plus décisif et plus fructueux que les précédents.



Jean Villette.

Dominique WALLON : La relève est assurée.

# Le congrès de l'U.N.E.F.

La démocratisation de l'Enseignement fut envisagée sous tous ses aspects, tant techniques que doctrinaux et le Congrès analysa les causes de l'échec et les options nécessaires pour y remédier, demandant la prise en charge du problème par l'ensemble des mouvements syndicaux.

Le Congrès a repris certaines idées émises à Lyon et relié la notion de démocratisation de l'Enseignement à celle de démocratie économique et sociale. C'est là un progrès remarquable qui dénote la maturité de sa réflexion syndicale et a ouvert la voie à la remise en cause de l'ensemble du système économique français.

## L'étudiant

### dans la nation

Le syndicalisme étudiant ne regarde plus l'étudiant en tant que tel, mais en tant que membre de la nation et c'est dans ce contexte que les revendications du Mouvement sont posées. Cette évolution qui date de 1945 et de la Charte de Grenoble a abouti en 1961 à une véritable mise en cause des structures économiques du pays. La Motion d'Orientation Générale (que nous publions par ailleurs), demande en effet que l'ensemble du Mouvement étudiant se lance dans l'étude de la place de l'Université dans la vie économique et sociale de la nation, ce travail devant se faire en commun avec les organisations syndicales et les Mouvements de jeunesse. L'U.N.E.F. s'engage ainsi dans une optique syndicale majeure en se lançant dans des problèmes tels que l'aménagement du territoire et la participation à la gestion.

## MOTION D'ORIENTATION GÉNÉRALE

Le 50<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F.,

CONSTATANT que les revendications du Mouvement Etudiant concernant : l'équipement universitaire, le logement étudiant, l'adaptation de l'Université à l'économie nationale et régionale, la démocratisation de l'Enseignement, l'allocation d'études, la Sécurité sociale et les problèmes de santé doivent tenir compte des perspectives démographiques et des prévisions et orientations économiques du pays.

CONSIDÉRANT la volonté de gestion des étudiants, tant sur le plan de l'Université que dans le cadre d'une politique « Jeunesse ».

ESTIME que le Mouvement Etudiant doit s'interroger sur les structures et les options économiques qui donnent à l'Université sa physionomie actuelle, sur celles qui assureraient un plein développement de la nation, ainsi que sur les possibilités d'expression démocratique en matière de choix économique.

CONSIDÉRANT en particulier :

— que la formule du plan de modernisation et d'équipement demeure trop générale, trop indicative ;  
— que les prévisions du Plan Le Gorgeu pour l'Éducation nationale sont devenues lettres mortes.

CONSIDÉRANT par ailleurs que l'on entend proposer à une Université qui se serait trop longtemps désintéressée de son rôle dans l'économie nationale, la formation de cadres en fonction des besoins particuliers et à court terme des entreprises et non pas en fonction des besoins à moyen et long terme de la nation.

DEMANDE aux A.G.E. d'envisager la possibilité de participer au niveau local et régional avec tous les organismes représentatifs à l'élaboration des plans de développement et d'aménagement du territoire.

MANDATE le Bureau pour organiser un stage de formation et de réflexion sur ces problèmes.

MANDATE le Bureau pour obtenir la participation de l'U.N.E.F. aux études du IV<sup>e</sup> Plan, dans les domaines qui la concernent.

MANDATE le Bureau de l'U.N.E.F. pour étudier avec les Organisations syndicales et les Mouvements de Jeunesse les problèmes de développement et d'adaptation de l'Université, les questions relatives à l'aménagement du territoire et la participation à la gestion.

C'est également dans le cadre national que l'U.N.E.F. a abordé les questions de la Jeunesse, examinant la situation des Mouvements de jeunes et l'attitude du Gouvernement à leur égard, sans toutefois aborder le fond de la carrière des Mouvements de Jeunes et d'Éducation populaire et de la faiblesse numérique de la jeunesse or-

(suite de la page centrale)

ganisée. On peut déplorer que le Syndicalisme étudiant qui regroupe 50 % de la jeunesse étudiante ne ce soit pas encore interrogé sur l'échec des Mouvements de Jeunesse en France, se retranchant derrière la formule consacrée « des aspects jeunes des problèmes généraux ». On peut cependant espérer que l'U.N.E.F. arrivera par le travail en commun au sein du G.E.R. O.G.E.P. à mettre sur pied une véritable politique de la jeunesse.

## Décolonisation et Algérie

1960 a bien souvent été baptisée « l'année de l'Afrique ». L'Afrique Noire et l'Afrique du Nord ayant été l'objet de bouleversements considérables, l'U.N.E.F. en a naturellement ressenti les effets par l'intermédiaire des Associations d'étudiants des pays colonisés ou anciennement colonisés, qui en ont directement subi les contrecoups. C'est ainsi, par exemple, que l'assassinat de Lumumba a entraîné une réaction extrêmement vive de la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (F.E.A.N.F.) et, à la suite de manifestations, l'expulsion par le gouvernement français de nombreux étudiants africains amenant l'ensemble de leurs camarades à remettre en cause leur présence au sein de l'Université française.

De telles circonstances, outre les repercussions du drame algérien ont poussé l'U.N.E.F. à prendre position, par solidarité d'abord, puis au nom de principes fondamentaux qu'elle a été amenée à redéfinir. La position de leader prise par l'U.N.E.F. au sein du Mouvement étudiant international dans son combat pour une réunification mondiale a également contribué à cet effort de clarification et de netteté de position.

Là encore, l'U.N.E.F. a tenu à définir ses positions avec un certain recul, et à ne pas les déterminer en termes de combat purement négatifs, ce n'est pas sur l'anticolonialisme mais sur la décolonisation que le Congrès a pris position.

## DÉCOLONISATION

Le 50<sup>e</sup> Congrès de l'UNEF,

REAFFIRME la position traditionnelle du Mouvement Etudiant en faveur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

CONSTATE que le mouvement général d'émancipation des peuples a conduit ou conduit à l'indépendance des pays africains.

CONSIDÈRE qu'une coopération durable entre la France et les Pays Africains anciennement colonisés exclue toute forme de domination institutionnelle, économique ou militaire.

SOULIGNE en conséquence les dangers que présentent certains accords passés entre la France et ces pays, accords qui :

1) sur le plan économique maintiennent pour l'essentiel les relations de dépendance datant de la période coloniale et empêche le libre choix par ces États de structures économiques propres à assurer un développement harmonieux.

2) sur le plan culturel freinent l'adaptation des systèmes d'enseignement, particulièrement de l'Enseignement Supérieur, aux besoins de ces pays.

3) sur le plan politique rendent possible l'ingérence, militaire en particulier, dans les affaires intérieures de ces pays.

S'ÉLÈVE contre toute remise en cause du processus de décolonisation totale du continent africain.

MANDATE le Bureau de l'UNEF pour développer l'information du milieu étudiant sur les problèmes posés par la décolonisation en Afrique, et l'établissement d'une coopération véritable entre la France et l'Afrique.

De même sur le problème algérien, l'U.N.E.F. a toujours tenu à se situer dans la perspective du rétablissement de relations normales entre deux jeunes en même temps qu'elle affirmait ses positions de fond sur le conflit. Le Congrès précisa notamment que le problème des garanties aux minorités ne devait en aucun cas être

compris comme celui des garanties des situations acquises, mais uniquement des droits fondamentaux de la personne humaine et surtout que ces garanties ne devaient en rien constituer un préalable à la négociation dont l'un des buts est précisément d'en définir la nature.

\*\*

Le 50<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F. fut donc un congrès calme et sérieux. Il posa nettement les problèmes déterminants de la vie de l'Université et de la nation et confirma la qualité du travail effectué par le syndicalisme étudiant. Le rôle de l'U.N.E.F. au sein du Mouvement syndical français se trouve renforcé. Son souci constant de l'unité syndicale, son esprit de coopération et de solidarité internationale, ses larges possibilités de réflexion et d'action, sa représentativité ne sauraient plus être mis en doute. Le plus grave problème que l'U.N.E.F. aura à résoudre, outre celui de la cohésion de l'actuelle majorité au moment de la prise de position sur les problèmes structurels soulevés, sera sans aucun doute celui de la formation et du renouvellement des cadres, problème spécifique au mouvement et extrêmement délicat, étant donnée la rotation rapide de ces cadres et la difficulté pour un étudiant de mener à bien à la fois ses études et ses responsabilités dans le Mouvement.

En tout cas, un immense espoir s'était levé au Congrès de Lyon et celui-ci a montré que l'U.N.E.F. avait su y répondre. Elle peut envisager l'avenir avec confiance et l'ensemble des forces démocratiques ne peut que s'en réjouir et l'imiter.

Alain GEISMAR

## IL FAUT UN STATUT des OBJECTEURS DE CONSCIENCE

L'Action Civique Non-Violente nous informe que les jeunes objecteurs emprisonnés font la grève de la faim, pour rappeler à l'attention des Pouvoirs Publics leur demande d'un service civil en Algérie...

Sur le chantier de service civil ouvert à Nangis (S.M.), cinq volontaires de l'A.C.N.V. font — par solidarité avec Henri Cheyrouse, Pierre Boisgontier et Jean Pezet, incarcérés à Metz; Victor Savary, Jean Lagrave et René Nazon à Nancy; Paul Grosz, à Strasbourg —, un jeûne de cinq jours au cours de cette même semaine.

Tous ces réfractaires à la guerre veulent, comme André Bernard qui vient de rejoindre ses camarades à Nangis, travailler pour un Monde d'entraide, de justice et de libre conscience.

## POUR LE XI<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE Léon BLUM

DIMANCHE 16 AVRIL

les Fédérations de Paris, Seine, Banlieue et Seine-et-Oise, ainsi que l'interfédération de la Seine, organisent un pèlerinage sur la tombe de celui qui demeure l'un des grands penseurs du Socialisme français. Nul doute que nombreux seront les camarades qui viendront se recueillir dans le modeste cimetière de Jouy-en-Josas. Ils rendront ainsi hommage à un homme courageux, probe et généreux, qui a laissé dans l'Histoire de notre pays le souvenir d'un homme d'État scrupuleusement honnête et d'un militant dont la foi et les convictions peuvent servir d'exemple à tous les socialistes.

- AUTOCARS : Rendez-vous à 9 h., 63, rue Froideveaux, PARIS - 14<sup>e</sup>. Prix du voyage A.R. : TROIS nouveaux francs (3 NF). Retirer à l'avance les billets de transport 8, rue Henner, PARIS 9<sup>ème</sup>, à partir du vendredi 7 avril, de 17 h. 30 à 19 h. 30.
- Les camarades possédant des voitures et ne pouvant venir au rendez-vous rue Froideveaux se trouveront place de l'Église à Jouy-en-Josas.

A LA R.T.F. :

## Les syndicats en colère

F.O. - C.F.T.C. ET S.N.J.

COMMUNIQUENT :

Le 4 Février 1959, le Journal Officiel publiait l'Ordonnance portant statut de la Radiodiffusion Télévision Française. L'article 5 de l'ordonnance précisait que tous les personnels de la R.T.F. devaient être dotés d'un statut avant le premier Janvier 1960. Toute l'année 1959 se passa en tractations entre la Direction Générale et les représentants des syndicats des Journalistes pour savoir si ceux-ci désiraient être classés au sein du statut général ou posséder un statut particulier.

Finalement, après la grève de Décembre 1959, un statut particulier fut négocié entre la Direction Générale, et les représentants des syndicats des journalistes, en Janvier et Février 1960. Après de nouveaux retards plus ou moins explicables, le statut des Journalistes ne fut publié à l'Officiel que le 7 Novembre 1960. La Direction Générale prit la décision quelques jours après de constituer un groupe de travail chargé du classement.

Après un faux départ au mois de Décembre, le groupe de travail ne tint sa première réunion que le 31 Janvier 1961. Depuis il a tenu 20 séances plénières auxquelles il convient d'ajouter autant de réunions préparatoires, et il a, en principe, terminé ses travaux le 13 Mars. Le groupe devait se réunir le 2 Mars pour une dernière réunion destinée à dresser une liste définitive des Journalistes proposés à l'intégration. Cette réunion n'a pas eu lieu.

Aujourd'hui, la Direction n'est pas en mesure de fixer la date précise de cette dernière réunion.

Les syndicats, conscients du rôle qu'ils ont accepté de jouer, persistent à dire qu'ils ont été bien inspirés d'en assumer la lourde charge. Dans l'intérêt de tous, ils veulent aller jusqu'au bout.

Cependant, maintenant, leur devoir est aussi de traduire l'impatience des Journalistes et le doute qui tend à s'installer dans les esprits sur l'aboutissement des négociations.

En cours de discussions, des questions ont été posées qui demeurent sans réponse formelle : procédure d'appel, position en cas de rupture de contrat, modalités de paiement des rappels et désignation des ayants-droit. Les salaires, eux-mêmes fixés dans l'annexe du décret devront subir les modifications en hausse résultant de l'accord intervenu dans la presse parisienne au mois de décembre. Enfin, l'intégration des pigistes n'est pas acquise, de même que demeure inconnu le volant de crédits qui doit permettre l'emploi de confrères dont le tableau d'effectifs n'autorise pas l'intégration immédiate.

Tandis que la R.T.F. attend depuis 17 ans un statut démocratique d'Entreprise Nationale d'Information et de spectacle, une longue et difficile négociation visant à une remise en ordre de la condition de journaliste a été menée dans l'Établissement près de son terme. Le travail déjà accompli est considérable et peut, assurément, devenir bénéfique dans une très large mesure, et à fortiori si l'Entreprise venait un jour à être dotée de structures convenables.

Mais, le temps qui s'écoule aujourd'hui, et les rumeurs diverses qui le meublent font une obligation pour les organisations syndicales de déclarer solennellement et fermement qu'elles seraient appelées à réviser leur position, à rompre unilatéralement les engagements pris et à informer pleinement leurs mandants de la situation, afin de décider de l'action à entreprendre, si des apaisements ne leur étaient pas très rapidement donnés.

On sait que, par ailleurs, le statut général qui devait pallier toutes les difficultés du nouvel Établissement R.T.F. n'est toujours pas appliqué aux différentes catégories de travailleurs.

On est en droit de se demander les raisons d'une telle attitude gouvernementale — à moins que l'investissement politique de la R.T.F. ne soit pas encore complètement terminé dans tous les secteurs, et que le gouvernement U.N.E.F. attende un assouplissement de l'opinion publique — et des syndicats — pour assujétir le baillon et boucler définitivement le carcan au cou de la Radiodiffusion et Télévision Française.

# L'actualité sociale, par Lucien RICOUX

## LA COLÈRE SOURDE DES SALARIÉS

La grève des examens sera peut-être évitée; les conversations qui ont repris mercredi permettront peut-être de trouver une solution au problème des traitements. De justesse, on a également évité la grève de Pâques prévue par le Syndicat Unifié des techniciens à la Télévision française. Mais l'agitation sociale se poursuit, les grèves sont quotidiennes. En ce début d'avril, il est sans doute bon de faire le point.

### ● Enseignants :

#### Contre une éducation au rabais

À l'origine de la série de grèves tournantes qui commencèrent au début de l'année, une constatation : la situation désastreuse des professeurs et des instituteurs. Des chiffres : l'instituteur débute à 48.500 anciens francs par mois. Au bout de quelques vingt-cinq années de travail, il réussit à terminer sa carrière à 100.000 francs. Le professeur certifié — après avoir passé le C.A.P.E.S., concours difficile — débute à 70.000 francs, pour terminer à 162.000 francs. Le professeur agrégé — on connaît les difficultés de l'agrégation — a un traitement s'échelonnant entre 90.000 et 219.000 francs. Il n'est pas besoin de comparer ces traitements aux salaires versés dans l'industrie privée à des personnes possédant les mêmes diplômes.

Devant ces chiffres, on ne peut s'étonner de la difficulté du recrutement. Selon le ministre de l'Éducation Nationale lui-même, il manquera 5.500 instituteurs dans les écoles primaires à la prochaine rentrée.

Dans l'enseignement secondaire, on devra recruter — si on trouve des candidats — près de 4.000 professeurs pendant quatre ans. L'enseignement technique a dû refuser 80.000 élèves l'an dernier.

Pour essayer de remédier à cette situation, l'Administration en est réduite à des expédients, souvent pires que le mal. On ferme des centaines de classes maternelles dans certains départements comme la Seine. On recrute des contractuels qui souvent ne possèdent ni les connaissances, ni surtout les capacités qui permettraient d'assurer un enseignement valable. À noter, en outre, que certains contractuels recrutés ainsi ont des revenus supérieurs à ceux de leurs collègues professionnels. Ainsi, en défendant leurs traitements, les enseignants défendent en vérité l'avenir de l'Éducation nationale. Les associations de parents d'élèves l'ont bien compris qui ont soutenu les revendications des maîtres.

Devant la menace de grève des examens, le gouvernement a d'abord joué la division. Il a soutenu certaines catégories, tentant de les dissocier de l'ensemble du corps enseignant. Il a ainsi accordé certains avantages aux professeurs certifiés et aux professeurs de cours complémentaires. Par contre, les augmentations prévues n'étaient offertes qu'à une faible proportion des instituteurs et des agrégés. Les syndicats ont fait échouer la manœuvre.

Aussi, de toute urgence, M. Paye a dû renouer les contacts. Il semble qu'il propose maintenant un plan beaucoup plus sérieux de remise en ordre des traitements, mais qui aurait pour effet de séparer l'Éducation nationale de la masse des fonctionnaires. On en est là.

### ● Secteur public :

#### Période d'escarmouches

LES grèves générales, particulièrement réussies d'ailleurs, des fonctionnaires et des employés de l'Électricité-Gaz de France, n'ont

pas, jusqu'à présent, conduit à des mouvements plus amples. Mais on n'en est pas pour autant revenu dans un creux. Aux actions généralisées se substituent maintenant une agitation localisée, qui touche un service ou une branche particulière. Ainsi, des débrayages ont affecté les P. et T. — facteurs, employés de l'inter, chèques postaux, lignes à grande distance, bureaux de tri postal —, les services du Trésor. Le CNRS, les services hospitaliers ont été atteints par des arrêts de travail et, tandis qu'une délégation importante manifestait à Paris, les mineurs cessaient le travail la semaine dernière.

Mais, cette effervescence parcellaire, prélude, semble-t-il à la reprise de grands mouvements. La Fédération C.G.T. du sous-sol s'adresse aux autres organisations de mineurs pour leur demander d'organiser en commun, une grève de 24 heures. L'Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires (CGT), le Cartel F.O. et la Fédération CFTC annoncent, chacune de leur côté, leur résolution de poursuivre l'action. À la S.N.C.F., les premières réunions de la commission des salaires s'avèrent décevantes pour les syndicats. Enfin, et cette initiative risque d'influer sur les mouvements à venir, les Fédérations CGT, CFTC, F.O., et UNCM d'E.G.F. ont décidé de prendre contact avec toutes les organisations syndicales du secteur public. Elles veulent obtenir la coordination des prochains mouvements dans ce secteur.

### ● Secteur privé :

#### Guérilla sévère

DANS le secteur privé, les actions sont devenues quotidiennes. Elles ont pris des formes assez diversifiées.

— Des débrayages bloquent un atelier, une usine ou le groupe d'usines d'une entreprise.

— Des arrêts de travail sont observés dans toute une branche industrielle d'une ville ou d'une région.

— Enfin, les arrêts de travail touchent à la fois plusieurs branches industrielles d'une ville ou d'une région.

Ces actions sont le plus souvent accompagnées de manifestations de rues; certaines très importantes ont accompagné la grève des banques et celle de la Thomson.

Actuellement, l'agitation touche à peu près toutes les régions de France. La métallurgie est en pointe, notamment dans le Nord (Fives - Lille), l'Ouest (Saint-Nazaire) et l'Est (Sidérurgie). Mais, les secteurs aussi divers que la bonneterie, le textile ou le bâtiment ne sont pas restés à l'écart. Parce qu'on n'assiste pas à de grands mouvements durs, l'action revendicative semble quelque peu oubliée. Le bouillonnement actuel devrait pourtant donner à réfléchir.

## Pour l'aide aux chômeurs partiels

● Le chômage partiel continue à sévir. Il touche surtout certaines régions — Ouest, Nord — et certaines professions — le textile, l'habillement, la chaussure, etc... Dans ces secteurs, de nombreux salariés effectuent moins de 40 heures par semaine sans toucher aucune indemnisation. Aussi la C.F.T.C. vient-elle d'adresser à M. Meunier, président de la commission sociale du C.N.P.F., une lettre demandant d'urgence la réouverture des négociations sur l'indemnisation des chômeurs partiels.

La convention signée fin 1958 par les représentants syndicaux et patronaux et constituant un régime d'aide complémentaire aux chômeurs (l'Unedic), prévoyait en effet l'examen d'une indemnisation en cas de chômage partiel. Or, malgré les interventions syndicales au conseil d'administration de l'Unedic, aucune discussion patronat-syndicats n'a pu être

## Menaces sur les retraites complémentaires

PLUS de 5.000 cadres sont venus remplir, fin mars les deux salles Pleyel et le hall d'entrée, à l'appel de la Confédération Générale des Cadres. Ils entendaient protester contre les projets et les mesures qui risquent de mettre en difficulté les caisses de retraites complémentaires. Auparavant, les fédérations C.F.T.C. et Force Ouvrière de cadres avaient publié un communiqué commun présentant des protestations semblables. Ainsi, dans leur immense majorité, les cadres sont prêts à engager une action, allant jusqu'à la grève, pour défendre leur retraite.

### Les projets de réforme

QUELS sont les dangers qui menacent les régimes complémentaires d'allocations vieillesse ? Ils sont de deux sortes : d'une part, une réforme de la structure des caisses ; d'autre part, plus immédiate, l'augmentation du plafond de la Sécurité Sociale.

Il y a quelques mois, de source officielle, on annonçait une réforme des différents organismes de retraites. Une commission d'experts s'était réunie, sous la présidence de M. Bloch-Lainé, et avait conclu à la nécessité de transformations profondes. Le gouvernement paraissait décidé à suivre les conclusions de la commission; il l'aurait sans doute fait si des réactions syndicales très vives ne l'avaient obligé à reculer. Les propositions de la commission portaient sur plusieurs points.

— Remplacement progressif du système de répartition par un système de capitalisation. Actuellement, la majeure partie des cotisations payées par les adhérents aux caisses est répartie entre les retraités. Seule une fraction relativement faible des ressources est conservée comme réserves. Le système par capitalisation obligerait à constituer de très importantes réserves. Sans tenir compte des risques de dévaluation, on peut considérer, selon les évaluations les moins pessimistes, que le passage d'un système à l'autre entraînerait une baisse des retraites d'environ 30 %.

— Contrôle plus sévère de l'État sur le fonctionnement des caisses et réduction des pouvoirs des Conseils d'Administration. Actuellement, les régimes complémentaires sont gérés paritairement par les représentants des salariés et des employeurs. Alors qu'aucune faute grave n'a été relevée contre les Conseils d'Administration, le gouvernement paraissait décidé à les priver de leurs droits. Les projets de réforme tendaient visiblement à l'étatisation du système.

Sur ces points le gouvernement a

reculé quelque peu. Il lui était difficile d'imposer sa mainmise sur un système qui fonctionne correctement. Mais un danger subsiste : les services officiels semblent vouloir obtenir une augmentation des réserves. Le problème du maintien des retraites à leur taux actuel reste posé.

### Le relèvement du plafond de la Sécurité Sociale

La Sécurité Sociale est en déficit. De ce déficit, on connaît les causes. D'abord, le régime général doit supporter le déficit du régime agricole. En outre on lui a imposé le versement des « Allocations aux personnes âgées » alors que le Fonds National de Solidarité — alimenté notamment par la fameuse vignette automobile de Ramadier — avait été créé spécialement pour cela. Pour résorber ce déficit le gouvernement a appliqué la méthode la plus simple : il relève le plafond de cotisations à la Sécurité Sociale.

Ce relèvement n'est pas totalement négatif : il permettra une augmentation des prestations journalières en cas de maladie. Mais pour les caisses de retraite des cadres il crée à coup sûr, d'importantes difficultés financières. Les cotisations sur les retraites sont, en effet, prélevées sur la part de salaires excédant le plafond de la Sécurité Sociale. Quand on augmente ce plafond et que les salaires demeurent fixes, les ressources des caisses diminuent. De juillet 60 à avril 1961, le plafond de la Sécurité Sociale est passé de 55.000 à 70.000 francs (27 % d'augmentation). On ne peut dire que les salaires aient suivi. Le gouvernement argumente : selon M. Bacon, le plafond de la Sécurité Sociale n'a augmenté que de 560 % pendant que les salaires augmentaient de 865 %. Quoi qu'il en soit, la rapidité de l'augmentation ne permet pas aux caisses de réagir et de supporter l'effort supplémentaire que l'on exige d'elles.

Il y a ainsi deux problèmes posés aux syndicats ; le premier intéresse tous les salariés adhérant à des organismes de retraites complémentaires. Ils sont 4.600.000 actuellement. Là, tous sont d'accord pour refuser l'ingérence de l'État et le versement à la Caisse des Dépôts d'importantes réserves.

Le relèvement du plafond ne concerne que les 600.000 cadres. En effet, les cotisations aux régimes « non cadres » sont perçues sur la totalité des salaires ; le relèvement du plafond leur amène un manque à gagner de 900 francs mensuels (au maximum) ; il ne met pas en danger leurs retraites. Mais la politique d'ensemble soude les différentes catégories de salariés. Le gouvernement devrait en tenir compte.

engagée à ce sujet depuis juin 1959. On doit noter que les réserves des caisses complémentaires de chômage sont largement suffisantes pour permettre une telle indemnisation.

## Deux chemins vers l'unité syndicale

● Le dernier congrès de la Fédération C.G.T. des cheminots a annoncé le lancement d'une campagne pour la reconstitution de l'unité syndicale. Cette campagne doit être menée à la base et aboutir, comme cela s'était passé en 1935, à la création de sections syndicales uniques. L'exemple de la gare de Marseille-Saint Charles a été monté en épingle; dans cette gare, les sections C.G.T. et Force-Ouvrière ont signé en commun un texte pronant la formation de syndicats uniques. Ainsi s'amorce une campagne comparable à celle lancée en 1935 par la C.G.T.U. communiste. Il s'agit de réaliser

l'unité contre les autres directions confédérales. Bien entendu, aucune des garanties qui rendraient durable une réunification syndicale n'est ici proposée.

● Le problème des garanties, le Mouvement pour un syndicalisme Uni et Démocratique l'a rappelé au cours de sa deuxième assemblée générale. Fondé en 1957 par Denis Forestier (instituteurs autonomes), Roger Lapeyre (F.O.) et Aimé Pastre (C.G.T.), le M.S.U.D. auquel adhèrent des syndicats rassemblant près de 500.000 membres, maintient ses préalables à toute réunification syndicale :

— libre expression et représentation à tous les échelons des diverses tendances;

— indépendance du syndicat à l'égard des partis politiques;

— non cumul des mandats politiques et syndicaux, etc...

Dans les conditions actuelles, il semble bien qu'aucun rapprochement ne soit possible entre ces deux conceptions opposées à l'extrême, des moyens de parvenir à une centrale syndicale unique.

# AU LAOS :

## le poker des nations

**L**a guerre pour le LAOS n'aura pas lieu. Ce qui a déjà eu lieu au LAOS, c'est la trêve de fait. Ce qui va se faire, c'est la réunion de la commission de contrôle tripartite (Inde, Canada, Pologne) établie par la Conférence asiatique de Genève en 1954, c'est celle des quatorze puissances intéressées ou frontalières, y compris la Chine de



(Agip.)

Le prince SOUVANA PHOUMA, diplomate et neutraliste.

Pékin et les Etats-Unis, pour établir un statut durable de neutralité du pays.

Dans quel délai ? Dans quel ordre exact des rencontres ? Et dans quel pays ? C'est de cela qu'on en

### MOTION SUR LE LAOS

**A** la veille des décisions que se préparent à prendre les puissances de l'O.T.A.S.E. d'une part, les puissances communistes de l'autre, à propos du Laos, le Congrès du P.S.U. dénonce le danger que présentent pour la paix mondiale les interventions et pressions extérieures d'où qu'elles viennent. Il souligne que les menaces actuelles sont le résultat direct du sabotage par les Etats-Unis des Accords de Genève sur le Laos en 1954 qui avaient établi la base de l'apaisement politique dans ce pays, et avaient par accord unanime, confié à la France le seul rôle d'assistance et de formation des cadres militaires laotiens. Il dénonce la responsabilité des gouvernements français qui ont avalisé ce sabotage, et ainsi contribué à faire de ce pays pacifique un des centres de l'affrontement entre l'Est et l'Ouest. Il rappelle qu'au Laos comme ailleurs, il appartient au pays lui-même de fixer son sort.

Le P.S.U. se prononce en faveur d'une conférence internationale des puissances de Genève et des Etats limitrophes du Laos mettant fin à toute immixtion étrangère dans les affaires laotiennes. Pour l'autodétermination du peuple laotien, il fait appel à toutes les forces démocratiques et ouvrières et dénonce toute action et menace militaire, telles que celles qui ont été lancées ces derniers jours.

D'une manière générale, le P.S.U. se prononce en faveur de la neutralisation de l'ensemble du Sud-Est asiatique, qui peut seule mettre fin aux menaces qui pèsent sur la paix mondiale à cause de la rivalité des deux blocs dans cette région de l'univers.

(Adopté à l'unanimité.)

— 26 mars 1961 —

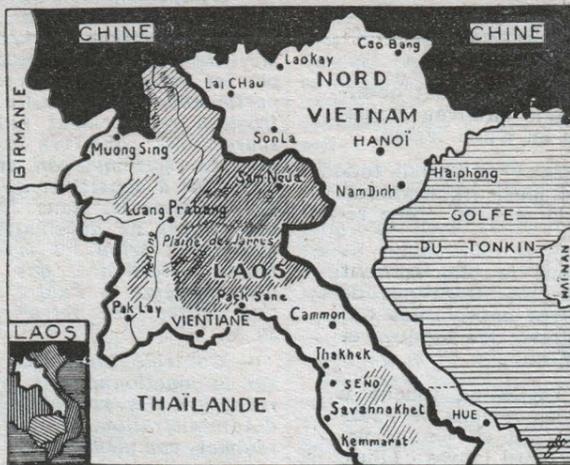
par Jean RABAUT

est à discuter entre Anglais et Soviétiques, puissances co-présidentes de la Conférence de 1954. Nous sommes donc bien loin déjà des gros titres alarmants, des menaces d'intervention militaire ouverte. Dans la partie qui s'est jouée durant cette dernière quinzaine, la fourniture d'armes par les Russes, la convocation de l'OTASE sur l'initiative américaine ont eu pour seule fonction de servir d'encheître dans le poker diplomatique, où il s'agit maintenant de faire les dernières levées. Toute cette histoire d'ailleurs comporte des épisodes d'un comique du meilleur goût. On n'a pas convoqué les ministres de l'OTASE quand KONG LAE et le PATHET LAO menaçaient sérieusement LUANG-PRABANG ; on l'a réuni ensuite, cet organisme avant tout militaire, pour émettre le vœu de négociations destinées à garantir la liberté et l'indépendance du pays. Quant à l'U.R.S.S., elle ne s'est livrée à ses attaques rituelles contre l'intervention américaine que juste assez pour ne pas avoir l'air de se démentir en acceptant, avec un empressement sans précédent, la proposition anglaise, — bien entendu avec des variantes qui vont précisément faire l'objet de la discussion.

Le moins amusant n'est-il pas l'attitude du général PHOUMI, l'ultra en chef du Laos, qui déclare textuellement : « Les dernières propositions soviétiques coïncident avec les vues du gouvernement royal. On peut presque dire qu'elles expriment notre opinion » ?

### Sagesse occidentale...

Voilà donc l'ancien chou-chou des militaires eisenhovériens, beaucoup moins bien en cour auprès du président KENNEDY, transformé en parti-



(A.D.P.)

(En gris sombre, les zones contrôlées par le Pathet Lao, en plus clair, celles où son influence commence à s'affirmer.)

san des propositions de Moscou après avoir joué les grands méchants loups du « refoulement » du communisme. Qu'est-ce donc qui a pu provoquer cette conversion, au reste point inhabituelle dans un pays d'aimables opportunistes ?

D'abord, bien évidemment, les succès militaires des neutralistes et des communistes du PATHET LAO. Cependant, ces succès n'ont aucunement eu le caractère écrasant d'un Dien Bien Phu laotien. Il s'agit d'un « pourrissement », comme disent les stratèges réactionnaires, c'est-à-dire d'une contamination politico-sociale du peuple paysan par la revendication idéologique et l'encadrement. Sur les arrières de ce front fluide de la guerre tiédissante, au Viet-Nam, la situation est du reste inquiétante pour Ngo Dinh Diem, menacé, non seulement par les partisans d'Ho Chi Minh et les « télécommandés » de Mao Tsé Toung mais par une gauche non communiste qui a failli le renverser il y a quelques mois. Plus généralement, la stratégie américaine, — à base d'injection d'argent et d'armement, sans souci de savoir si cet argent et ces armes ne vont pas à des réactionnaires qui servent, tant par leur cupidité que par leur sottise, la cause de Moscou et de Pékin —, ne devait pas donner d'autre résultat que celui qu'elle a procuré à Cuba et ailleurs.

Ensuite, l'action des Britanniques, obstinés à poursuivre une politique de détente sur tous les fronts, et particulièrement bien placés pour opérer, tant du fait de leur situation de garants, en compagnie des Russes, de l'exécution des Accords de Genève que de leurs contacts permanents avec NEHRU, dans la capitale de qui s'est déroulé l'entretien entre Dean RUSK, secrétaire d'Etat de KENNEDY, et Souvana PHOUMA, candidat à la présidence d'un gouvernement d'union nationale reconstitué.

Enfin, l'intervention modératrice de la France, soucieuse de sauver, grâce au même homme et au



(A.D.P.)

même gouvernement, son influence principalement culturelle de la prédominance des Etats-Unis en même temps que de la menace communiste.

### ...et tactique communiste

Du côté de KHROUCHTCHEV, on a voulu surtout ménager le proche avenir : celui de la négociation avec l'Amérique. La conférence du traité de VARSOVIE n'a donné au LAOS qu'une place minime dans son catalogue d'action. La discussion sur le désarmement doit, selon les prévisions, commencer en septembre prochain, lors de la session normale des Nations-Unies ; il serait sot de la compromettre par la mise en avant des questions qui ne sont point urgentes, telles celle du Laos et celle de Berlin.

En outre, si mystérieux que demeurent aux yeux des observateurs les rapports entre Russes et Chinois, il est probable que le gouvernement soviétique ne tient pas plus que cela à favoriser l'établissement d'un gouvernement qui deviendrait à plus ou moins bref délai un satellite de PEKIN davantage que de lui-même. Ainsi, la consolidation de la neutralité du LAOS fait l'affaire de tous les intéressés dont nous connaissons les intentions.

Le facteur décisif de la détente a été, quoi qu'il en soit, l'entrée en fonctions de la nouvelle administration américaine. Premier acte positif du président KENNEDY, l'attitude prise au sujet du LAOS est de bon augure pour la suite.



(U. P.)

Le capitaine KONG-LAE, qui dirige avec SOUPHAN-NOUVONG, le « Prince rouge », demi-frère de SOUVANA PHOUMA, les maquis du Pathet Lao.